

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE

Sous-Direction de l'Elevage et des  
Produits animaux  
Bureau du Lait et des Industries laitières  
3, rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS 07 SP  
Tél : 01.49.55.44.86  
Fax : 01.49.55.49.25

**CIRCULAIRE**

DPEI/SPM/C2000-4024

**Date : 28 AVRIL 2000**

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

**C I R C U L A I R E**

relative à l'article 16 ter du décret n° 91-157 du 11 février 1991 modifié relatif à la maîtrise de la production de lait de vache et aux modalités de recouvrement d'un prélèvement supplémentaire à la charge des acheteurs et des producteurs de lait de vache.

**REFERENCES :** décret n°2000-279 du 24 mars 2000 et arrêté du 19 avril 2000.

**RESUME :** cette circulaire définit les conditions de mise en œuvre du calcul et les modalités de la récupération des quantités de référence laitières partiellement inutilisées par les producteurs prévue par l'article 5 du règlement n°3950/92 du 23 décembre 1992. Elle correspond à un dispositif réglementaire nouveau dans la gestion des références laitières des producteurs.

**MISE EN APPLICATION : immédiate.**

PLAN DE DIFFUSION	
Pour exécution	Pour information
Mmes et MM. les Préfets de département	Mmes et MM. les Préfets de région
Mmes et MM. les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt	Mmes et MM. les directeurs régionaux de l'agriculture et de la forêt
M. le directeur de l'ONILAIT	Administration centrale (diffusion S)
	M. le directeur de l'OFIVAL
	FNSEA, CNJA, Confédération Paysanne, FNPL, FNCL et FNIL

## Objet et base réglementaire

Le règlement (CE) n° 1256/1999 du Conseil du 17 mai 1999 modifiant le règlement (CEE) n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers a prévu, au troisième alinéa de son nouvel article 5, **la possibilité pour l'Etat membre de décider, lorsque pendant une période d'au moins douze mois un producteur n'utilise pas 70 % au moins de sa quantité de référence individuelle** en procédant soit à des livraisons, soit à des ventes directes, le versement à la réserve nationale de tout ou partie de la quantité de référence inutilisée ainsi que les conditions dans lesquelles une quantité de référence peut être réallouée aux producteurs concernés.

Cette disposition, qui a été demandée par les Autorités françaises lors des négociations portant sur l'Agenda 2000, a pour objectif de favoriser une meilleure fluidité des quantités de référence laitières en permettant que les quantités de référence de producteurs dont la situation de fin de campagne fait apparaître de manière récurrente une sous-réalisation puissent bénéficier à des producteurs, notamment jeunes agriculteurs ou titulaires de faibles références, demandeurs de quantités de référence laitières supplémentaires dans le cadre de la procédure de redistribution annuelle.

**Afin de définir les conditions de mise en œuvre, dans le droit français,** de cette disposition nouvelle, un article 16 ter a été ajouté au décret n° 91-157 du 11 février 1991 modifié (relatif à la maîtrise de la production de lait de vache et aux modalités de recouvrement d'un prélèvement supplémentaire à la charge des acheteurs et des producteurs de lait de vache), par le **décret n°2000-279 du 24 mars 2000 paru au Journal officiel du 26 mars 2000.**

Par ailleurs, la formule de calcul des quantités de référence individuelles affectées à la réserve nationale en application de l'article 16 ter du décret précité a été fixée par arrêté du Ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 19 avril 2000 publié au Journal officiel du 27 avril 2000.

**La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions d'application de cette nouvelle réglementation.**

## **PLAN DE LA CIRCULAIRE**

<b>I. DETERMINATION DES PRODUCTEURS CONCERNES.....</b>	<b>4</b>
<b>II. DETERMINATION DES QUANTITES DE REFERENCE LAITIÈRES CONCERNÉES .....</b>	<b>4</b>
<b>III. PERIODE DE REFERENCE PRISE EN COMPTE .....</b>	<b>4</b>
<b>IV. ELIGIBILITE D'UN PRODUCTEUR .....</b>	<b>5</b>
<b>V. MODALITES DE CALCUL DE LA FRACTION DES QUANTITES .....</b>	<b>6</b>
<b>DE REFERENCE LAITIÈRES A AFFECTER A LA RESERVE NATIONALE</b>	
<b>VI. DELAIS ET MODALITES DE RETRAIT DES QUANTITES .....</b>	<b>11</b>
<b>DE REFERENCE LAITIÈRES CONCERNÉES</b>	
<b>VII. DELAIS ET MODALITES D'EXAMEN DES RECOURS DES PRODUCTEURS .....</b>	<b>13</b>
<b>VIII. MODALITES D'ATTRIBUTION DES QUANTITES RETIRÉES .....</b>	<b>16</b>
<b>IX. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU DISPOSITIF .....</b>	<b>16</b>

## **I. DETERMINATION DES PRODUCTEURS CONCERNES**

Les producteurs de lait concernés par la mesure sont les producteurs de lait au sens du c) de l'article 9 du règlement (CEE) n°3950/92.

Il s'agit de l'exploitant agricole, personne physique ou morale dont l'exploitation est située en France, qui vend du lait ou d'autres produits laitiers directement au consommateur et/ou qui livre à un acheteur.

Dans le cas d'un GAEC, c'est le groupement lui-même qui est considéré comme le producteur.

Le producteur doit continuer à produire une partie, même minimale, de la quantité de référence laitière qui lui est attribuée et ne doit pas avoir été déclaré en cessation spontanée.

En conséquence, **les producteurs qui n'ont utilisé aucune part de leur quantité de référence au titre d'une campagne et dont la quantité de référence est ainsi portée en réserve nationale à compter de la campagne suivante, restent sous le régime des cessations spontanées** prévu par le deuxième alinéa de l'article 5 du règlement n° 3950/92 et l'article 16 bis du décret du 11 février 1991.

## **II. DETERMINATION DES QUANTITES CONCERNEES**

Les quantités de référence laitières susceptibles de faire l'objet d'une affectation à la réserve nationale sont, pour chaque producteur, égales à la somme des quantités de référence dites « historiques » auxquelles s'ajoutent, le cas échéant, les quantités attribuées en supplément notamment dans le cadre de la procédure de redistribution, qu'il s'agisse de quantités redistribuées au titre de la réserve départementale ou de la ressource nationale.

Il s'agit des quantités de référence du secteur des livraisons et/ou des quantités de référence du secteur des ventes directes.

## **III. PERIODE DE REFERENCE PRISE EN COMPTE**

La période prise en compte pour déterminer la mise en œuvre du dispositif d'affectation à la réserve est constituée par les deux campagnes laitières précédant la campagne laitière en cours.

Il doit s'agir de deux campagnes laitières complètes. Ainsi, en cas d'installation d'un producteur en cours de campagne, il conviendra de ne pas tenir compte de cette première campagne, même si la quantité de référence est attribuée pour la campagne entière d'installation.

Cette période permet de cibler les producteurs structurellement sous-réalisateurs de leurs quantités de référence.

#### IV. ELIGIBILITE D'UN PRODUCTEUR

Le niveau de sous-réalisation s'apprécie en tenant compte du correctif matière grasse.

**Chacune des deux campagnes doit être séparément sous-réalisatrice de plus de 30 %.**

Ainsi, si l'une des deux campagnes n'est pas sous-réalisatrice de strictement plus de 30 %, le producteur n'est pas concerné par le dispositif.

Par ailleurs, dans le cas où un producteur exerce une activité de livreur et une activité de vendeur direct, le seuil de 30 % est, pour chaque campagne, apprécié globalement au titre de ces deux activités.

Cette approche est justifiée compte tenu des possibilités d'ajustement en fin de campagne, prévues par la réglementation, entre les secteurs des ventes directes et des livraisons.

Ainsi, un producteur titulaire de références en ventes directes et en livraisons peut être en sous-réalisation de plus de 30 % au titre de l'une de ses activités sans pour autant être concerné par le dispositif s'il n'est pas en sous-réalisation globale de plus de 30 %.

#### **Exemple :**

*Un producteur a une référence en livraisons de 100.000 litres et une référence en ventes directes de 50.000 litres au titre des campagnes N – 2 et N – 1.*

*En N – 2, son taux de réalisation en livraisons est de 60 % et son taux de réalisation en ventes directes est de 60 %.*

*Son activité, pour la campagne N – 2, représente ainsi une production de 60.000 litres en livraisons et de 30.000 litres en ventes directes.*

*Au total, sa production globale de la campagne N – 2 est de 90.000 litres, soit 60 % de sa référence globale. La campagne N – 2 est ainsi sous-réalisatrice.*

*En N – 1, son taux de réalisation en livraisons est de 60 % et son taux de réalisation en ventes directes est de 90 %.*

*Son activité globale, pour la campagne N – 1, représente ainsi une production de 60.000 litres en livraisons et de 45.000 litres en ventes directes.*

*Au total, sa production globale de la campagne N – 1 est de 105.000 litres, soit 70 % exactement de sa référence globale. La campagne N – 1 n'est donc pas en sous-réalisation de plus de 30 %.*

*En conséquence, le dispositif d'affectation ne sera pas appliqué à ce producteur puisque le mécanisme déclencheur (les 2 précédentes campagnes chacune en sous-réalisation de strictement plus de 30 %) n'est pas observé.*

*En revanche, si la production en ventes directes au titre de N – 1 de ce même producteur était de 42.500 litres, soit 85 % de sa quantité de référence en ventes directes (et non de 90 %), le mécanisme d'affectation défini infra pourrait être appliqué, les réalisations de chacune des deux campagnes étant alors inférieures à 70 % des quantités de référence de la période.*

## **V. MODALITES DE CALCUL DE LA FRACTION DES QUANTITES DE REFERENCE LAITIERES A AFFECTER A LA RESERVE NATIONALE**

La formule et les modalités de calcul de l'affectation à la réserve nationale sont fixées par l'arrêté du 19 avril 2000.

**Si les conditions d'éligibilité du producteur sont remplies, la fraction des quantités de référence affectée à la réserve nationale résulte de la formule suivante :**

$$q = Q - (P / 0.85)$$

q : quantité(s) de référence individuelle(s) en livraisons et/ou en ventes directes du producteur affectée(s) à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N.

P : production résultant des déclarations de production et/ou de collecte corrigées de la matière grasse de la campagne N – 1.

Q : quantité(s) de référence individuelle(s) en livraisons et/ou en ventes directes du producteur au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N – 1.

C'est ainsi que l'assiette de la quantité devant être affectée à la réserve nationale est constituée par le niveau de la quantité de référence en livraisons et/ou en ventes directes inutilisée au titre de la campagne N – 1.

***1/ Afin de permettre au producteur de conserver une marge d'utilisation supplémentaire, la quantité inutilisée au titre de la campagne N – 1 n'est pas, sauf cas particulier, retirée en totalité.***

En effet, toutes choses égales par ailleurs, le producteur dispose, après application de la réduction de sa quantité de référence, d'un potentiel de production supplémentaire, par rapport à la production réalisée au titre de la campagne précédente, d'environ 15 % pour la campagne N.

### **Exemple :**

*Soit un producteur concerné par le dispositif et disposant d'une quantité de référence en livraisons de 100.000 litres au titre des campagnes N et N – 1.*

*Ce producteur a réalisé une production de 68.000 litres au titre de la campagne N – 1.*

*La sous-réalisation de la campagne N – 1 est donc de 32.000 litres. Néanmoins, ce n'est pas la totalité de cette quantité inutilisée qui sera affectée à la réserve nationale.*

*En effet, la quantité à affecter à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N sera de  $100.000 - (68.000/0.85)$ , soit de 20.000 litres. La quantité dont il disposera au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N sera donc de 80.000 litres.*

*Ainsi, ce producteur disposera d'un potentiel de production supplémentaire de 12.000 litres au titre de la campagne N par rapport à sa production de N – 1.*

**2/ En cas de double activité (ventes directes et livraisons), l'affectation à la réserve nationale respecte l'origine de la sous-réalisation.**

a/ Si la sous-réalisation de plus de 30 % est liée à une sous-réalisation de la quantité de référence de la campagne N – 1 de chacun des deux secteurs (livraisons et ventes directes), chacun de ces secteurs contribuera à l'abondement de chacune des réserves nationales concernées.

Ainsi, la réserve nationale en livraisons et en ventes directes est abondée compte tenu du poids de la sous-réalisation de chacun des secteurs dans la sous-réalisation globale.

**Exemple :**

*Soit un producteur dont la quantité de référence en livraisons est de 100.000 litres et en ventes directes de 50.000 litres au titre des campagnes N – 1 et N - 2.*

*La production pour les campagnes N – 1 et N – 2 au titre du secteur des livraisons est de 50.000 litres et, pour le secteur des ventes directes, de 40.000 litres.*

*Globalement, la sous-réalisation de ce producteur est supérieure à 30% puisqu'il produit 90.000 litres sur une quantité de référence en ventes directes et en livraisons de 150.000 litres.*

*En conséquence, la quantité à affecter à la réserve nationale qui est de 150.000 – (90.000/0.85), soit de 44.118 litres sera soustraite de la quantité de référence en ventes directes et en livraisons au prorata des sous réalisations de chacun des secteurs par rapport à la sous-réalisation totale.*

*La quantité de référence en livraisons sera réduite de  $44.118 * (50.000/60.000)$ , soit de 36.765 litres et la quantité de référence en ventes directes sera réduite de  $44.118 * (10.000/60.000)$ , soit de 7.353 litres.*

b/ Si la sous-réalisation globale de plus de 30% est liée à une sous-réalisation de l'un seulement des deux secteurs (ventes directes ou livraisons), alors que le producteur réalise la totalité de son quota dans l'autre secteur, seul le secteur générateur de la sous-réalisation est réduit.

**Exemple :**

*Soit un producteur dont la quantité de référence en livraisons est de 100.000 litres et en ventes directes de 50.000 litres au titre des campagnes N – 1 et N - 2.*

*La production pour les campagnes N – 1 et N – 2 au titre du secteur des livraisons est de 20.000 litres et, pour le secteur des ventes directes, de 50.000 litres.*

*Globalement, la sous-réalisation de ce producteur est supérieure à 30% puisqu'il produit 70.000 litres sur une quantité de référence en ventes directes et en livraisons de 150.000 litres.*

*Néanmoins, seul le secteur des livraisons est générateur d'une sous-réalisation.*

*En conséquence, la quantité à affecter à la réserve nationale ne concernera que le secteur des livraisons. La quantité de  $150.000 - (70.000/0.85)$ , soit 67.647 litres sera déduite de la quantité de référence en livraisons de ce producteur. Sa quantité de référence en ventes directes demeurera, quant à elle, inchangée.*

***3/ La fraction des quantités de référence individuelles affectée à la réserve nationale ne peut excéder le montant moyen des quantités de référence inutilisées au cours de la période de référence.***

Seuls des cas marginaux, notamment de sous-réalisation beaucoup plus forte en N – 1 par rapport à N – 2, peuvent déclencher l'application de cette mesure de sauvegarde.

**Exemple :**

*Soit un producteur dont la quantité de référence en livraisons est de 100.000 litres au titre des campagnes N – 1 et N – 2.*

*Ce producteur a produit 20.000 litres au cours de la campagne N – 1 et 65.000 litres au cours de la campagne N – 2.*

*La quantité de référence à affecter à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N devrait être de  $100.000 - (20.000/0.85)$ , soit de 76.470 litres.*

*Or, la moyenne des quantités de référence inutilisées par ce producteur représente  $(80.000 \text{ litres} + 35.000 \text{ litres})/2$ , soit 57.500 litres.*

*La quantité maximale à affecter à la réserve nationale ne peut donc être supérieure à 57.500 litres.*

*En conséquence, la quantité qui devra être affectée à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N sera de 57.500 litres.*

***4/ La fraction des quantités de référence individuelles affectées à la réserve nationale ne peut être inférieure à 60% du montant moyen des quantités de référence inutilisées au cours de la période de référence.***

Ce seuil minimum d'affectation à la réserve nationale ne s'applique que dans l'hypothèse où la quantité de référence en ventes directes et/ou en livraisons inutilisée par le producteur au titre de la campagne N – 1 est nettement inférieure à la quantité inutilisée au titre de N – 2 (cas inverse de l'exemple précédent).

Dans ce cas, la récupération de la quantité inutilisée au titre de la campagne N – 1 pourrait en effet, être inférieure à 60% de la moyenne des quantités de référence inutilisées au titre des deux campagnes N – 1 et N – 2.



### **Exemple :**

*Soit un producteur dont la quantité de référence en livraisons est de 100.000 litres au titre des campagnes N – 1 et N – 2.*

*Ce producteur a produit 65.000 litres au cours de la campagne N – 1 et 20.000 litres au cours de la campagne N – 2.*

*La quantité de référence à affecter à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N devrait être de  $100.000 - (65.000/0.85)$ , soit de 23.530 litres.*

*Or, la moyenne des quantités de référence inutilisées par ce producteur représente  $(80.000 \text{ litres} + 35.000 \text{ litres})/2$ , soit 57.500 litres.*

*La quantité minimale à affecter à la réserve nationale ne peut donc être inférieure à 60% de 57.500 litres, soit 34.500 litres.*

*En conséquence, la quantité qui devra être affectée à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N sera de 34.500 litres.*

### ***5/ Cas particuliers : incidences des mouvements de références intervenant en cours de période***

a/ Le dispositif n'est pas mis en œuvre lorsque la quantité de référence individuelle en livraisons et/ou en ventes directes du producteur au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N est globalement, inférieure ou égale à la quantité de référence qui résulterait de l'application du mécanisme d'affectation à la réserve nationale.

Cette disposition sauvegarde la situation d'un producteur qui, suite à un mouvement de références intervenu au cours de la campagne N – 1 mais dont l'effet est reporté au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N, dispose au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N d'une quantité de référence laitière globalement inférieure ou égale à celle qui résulterait de l'application du mécanisme d'affectation à la réserve nationale.

### **Exemple :**

*Soit un producteur dont la quantité de référence en livraisons est de 100.000 litres et en ventes directes de 50.000 litres au titre des campagnes N – 1 et N - 2.*

*La production pour les campagnes N – 1 et N – 2 au titre du secteur des livraisons est de 65.000 litres et, pour le secteur des ventes directes, de 30.000 litres.*

*Dans cette hypothèse, la quantité à affecter à la réserve nationale devrait être de 38.235 litres (24.331 litres en livraisons et 13.904 litres en ventes directes) et la référence globale du producteur au titre de la campagne N devrait être de 111.765 litres (75.669 litres en livraisons et 36.096 litres en ventes directes).*

*Or, la référence globale livraisons et ventes directes de ce producteur est de 110.000 litres au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N à la suite d'un transfert de quantités de référence laitières.*

*Dans la mesure où la quantité de référence de ce producteur au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N est inférieure à sa production au titre de la campagne N – 1 divisée par 0.85, le dispositif d'affectation à la réserve nationale ne trouve pas à s'appliquer.*

b/ Un dispositif correcteur s'applique lorsque, du fait d'un mouvement de référence intervenu au cours de la campagne N – 1 et ayant en tout ou partie effet au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N, la quantité de référence individuelle en livraisons et/ou en ventes directes du producteur au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N est supérieure à la production résultant des déclarations de production et/ou de collecte corrigées de la matière grasse de la campagne N – 1 dudit producteur divisée par 0.85 mais inférieure à la quantité de référence individuelle en livraisons et/ou en ventes directes dont dispose le producteur au titre de la campagne N – 1.

Dans ce cas, la fraction de la quantité de référence en ventes directes et/ou en livraisons du producteur affectée à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N est égale à la différence entre la quantité à remonter résultant de la formule de calcul prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté et le montant de la diminution intervenue au cours de la campagne N – 1 ayant effet au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N.

### **Exemple :**

*Soit un producteur dont la quantité de référence en livraisons est de 100.000 litres au titre des campagnes N – 1 et N - 2.*

*La production pour les campagnes N – 1 et N – 2 est de 60.000 litres.*

*Dans cette hypothèse, la quantité à affecter à la réserve nationale devrait être de 100.000 – (60.000/0.85), soit de 29.411 litres.*

*Or, la référence de ce producteur est de 75.000 litres au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N suite à la cession au cours de la campagne N – 1 d'une partie de ses terres dont le cessionnaire a déposé la demande de transfert de référence laitière.*

*Dans la mesure où la quantité de référence de ce producteur au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N (75.000 litres) est supérieure à sa production au titre de la campagne N – 1 divisée par 0.85 (70.588 litres), mais inférieure, du fait d'un mouvement intervenu au cours de la campagne N – 1, à la quantité de référence dont il disposait au titre de la campagne N – 1 (100.000 litres), la quantité de référence affectée à la réserve nationale à compter du 1<sup>er</sup> avril de la campagne N doit tenir compte de cette diminution intervenue en N – 1 mais dont l'effet a lieu en N.*

*Ainsi, la quantité de référence qui sera affectée à la réserve nationale sera de 29.411 litres – 25.000 litres, soit de 4.411 litres.*

*En conséquence, la quantité de référence au 1<sup>er</sup> avril de la campagne N de ce producteur sera de 70.589 litres (et non de 75.000 litres – 29.411 litres).*

## **VI. DELAIS ET MODALITES DE RETRAIT DES QUANTITES CONCERNEES**

Dans la mesure où, ainsi qu'il est indiqué supra, le dispositif n'est mis en œuvre, s'agissant des producteurs qui détiennent, tout à la fois, une quantité de référence individuelle en ventes directes et en livraisons, que si la sous-réalisation globale est supérieure à 30 % pour chacune des campagnes N – 1 et N – 2, il reviendra à l'Onilait (qui dispose des informations concernant la sous-réalisation du secteur des ventes directes) de s'assurer que ce seuil est dépassé pour ces producteurs.

### ***1/ secteur des livraisons***

L'article 16 ter du décret prévoit une obligation, à la charge des acheteurs, de déclaration à l'Onilait de l'identité des producteurs concernés et du volume du lait livré.

Cette déclaration doit être transmise par l'acheteur à l'Onilait et aux préfets des départements concernés dans les quarante cinq jours suivant la fin de la campagne, c'est à dire au plus tard le 15 mai de la campagne N.

Cette déclaration spécifique est établie, sur la base d'un modèle fourni par l'Onilait, par l'acheteur pour chacun des départements où un producteur concerné a le siège de son exploitation. Pour chacun des producteurs concernés, elle comporte le nom, l'adresse, les quantités de référence des campagnes N - 2 et N - 1 et la quantité de référence de début de campagne N ainsi que les quantités livrées corrigées de la matière grasse pour chacune des ces deux campagnes.

Cette déclaration est communiquée aux commissions départementales d'orientation de l'agriculture et peut être consultée au siège de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, par les producteurs concernés.

Il convient de rappeler aux acheteurs que l'article 21 du décret prévoit que le défaut de déclaration par un acheteur de l'identité des producteurs qui n'ont pas utilisé, dans les conditions définies par l'article 16 ter, plus de trente pour cent de leurs quantités de référence individuelles constitue une infraction, passible de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.

Cette infraction est commise autant de fois qu'un producteur concerné n'a pas été déclaré au 15 mai de la campagne en cours.

Sur la base des déclarations nominatives établies par les acheteurs, l'Onilait procède au calcul de la quantité de référence laitière à retirer à chacun des producteurs déclarés et adresse, par lettre recommandée avec accusé de réception, à chaque producteur, avant le 15 juillet de la campagne en cours, une notification individuelle de retrait et d'affectation à la réserve nationale de la fraction de la quantité de référence inutilisée telle que déterminée supra.

Cette décision de retrait comporte la motivation en droit et en fait de son édicton ainsi que les mentions du délai d'un mois et de la voie de recours devant le directeur de l'Onilait dont dispose le producteur.

A cet égard, l'Onilait informera par ce courrier chacun des demandeurs qu'à défaut de réponse au recours éventuellement présenté dans un délai de deux mois, la demande sera réputée rejetée, ainsi que les voies et délais de recours contre cette décision implicite de rejet.

L'Onilait procède au prélèvement effectif de la fraction des quantités de référence et simultanément, à l'ajustement correspondant de la quantité de référence notifiée à l'acheteur en application du 1<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du décret.

Les quantités prélevées sont affectées à la réserve nationale mentionnée à l'article 5 du règlement (CEE) n° 3950/92 modifié.

## ***2/ secteur des ventes directes***

L'Onilait recense les producteurs concernés sur la base des déclarations des quantités de lait ou d'équivalent-lait vendues directement qui doivent lui être adressées, conformément à l'article 13 du décret, dans les quarante cinq jours suivant la fin de campagne, soit le 15 mai au plus tard.

Compte tenu de ces informations et de celles concernant la campagne N – 2 dont il dispose, l'Onilait est en mesure de procéder au calcul de la quantité de référence laitière à retirer à chacun des producteurs concernés et adresse, par lettre recommandée avec accusé de réception, à chaque producteur, avant le 15 juillet de la campagne en cours, une notification individuelle de retrait et d'affectation à la réserve nationale de la fraction de la quantité de référence inutilisée telle que déterminée supra.

Cette décision de retrait comporte la motivation en droit et en fait de son édicton ainsi que les mentions du délai d'un mois et de la voie de recours devant le directeur de l'Onilait dont dispose le producteur.

A cet égard, l'Onilait informera par ce courrier chacun des demandeurs qu'à défaut de réponse au recours éventuellement présenté dans un délai de deux mois, la demande sera réputée rejetée, ainsi que les voies et délais de recours contre cette décision implicite de rejet.

L'Onilait procède au prélèvement effectif de la fraction des quantités de référence et, simultanément, à l'ajustement correspondant de la quantité de référence notifiée au producteur en application du 2<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du décret.

Les quantités prélevées sont affectées à la réserve nationale mentionnée à l'article 5 du règlement (CEE) n° 3950/92 modifié.

**Pour les producteurs détenteurs d'une référence en ventes directes et en livraisons, l'Onilait adresse à chacun des producteurs concernés une décision unique retraçant la situation de chacun des secteurs.**

## **VII. DELAIS ET MODALITES D'EXAMEN DES RECOURS DES PRODUCTEURS**

L'article 16 ter du décret organise une procédure de recours des producteurs livreurs et/ou vendeurs directs, dont une fraction des quantités de référence individuelles fait l'objet d'une décision de retrait.

Cette procédure définit une phase d'instruction assurée, au niveau local, par le préfet et une phase décisive par le directeur de l'Onilait.

Cette procédure a pour effet de garantir les droits de ces producteurs compte tenu de l'importance que revêt, aux plans économique et social, la détention de quantités de référence laitières.

### ***1/ Nature juridique du recours***

Le recours prévu par l'article 16 ter du décret est un recours gracieux préalable. En conséquence, toute contestation relative à la mesure définie par l'article 16 ter, doit faire l'objet, à peine d'irrecevabilité de tous recours administratif ou juridictionnel ultérieurs, d'un recours porté préalablement devant le directeur de l'Onilait.

### ***2/ Délai de présentation du recours***

En application de l'article 16 ter du décret, chaque producteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification par l'Onilait de la décision de retrait et d'affectation à la réserve nationale de la fraction de la quantité de référence individuelle inutilisée le concernant pour exercer un recours.

A cet égard, il est rappelé que cette décision doit comporter la motivation en droit et en fait de son édicton, ainsi que les mentions du délai d'un mois et de la voie de recours devant le directeur de l'Onilait dont dispose le producteur et préciser qu'à défaut de réponse au recours éventuellement présenté dans un délai de deux mois, la demande sera réputée rejetée, ainsi que les voies et délais de recours contre cette décision implicite de rejet.

### ***3/ Forme du recours***

Le recours présenté dans le délai d'un mois est adressé, par lettre recommandée avec accusé de réception, au directeur de l'Onilait.

Ce recours, présenté sur papier libre, doit indiquer la décision contre laquelle il est formé ainsi que sa date et mentionner les motifs et circonstances de droit et de fait qui justifient le retrait de la décision.

L'Onilait accusera réception de cette demande.

L'ensemble des recours gracieux sera adressé au préfet du département du siège de l'exploitation de chacun des demandeurs, pour instruction et avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture.

#### ***4/ Cas d'ouverture du recours du producteur***

Ce recours peut être présenté pour tous motifs, notamment mais non exclusivement, ceux mentionnés à l'article 5 du règlement n°3950/92.

Cet article prévoit que les quantités de référence non utilisées ne sont pas versées à la réserve nationale en cas de force majeure ou dans des situations dûment justifiées affectant la capacité de production des producteurs et reconnues comme telles par l'autorité compétente.

Dans ces deux cas, les événements ne pourront être pris en compte que s'ils se sont produits ou ont eu effet sur l'une au moins des deux campagnes précédant la campagne en cours.

##### **a/ la force majeure**

Cette notion n'est pas limitée au cas d'impossibilité absolue, mais s'entend dans le sens de circonstances anormales, étrangères au producteur, dont les conséquences n'auraient pu être évitées qu'au prix de sacrifices excessifs, malgré toutes les diligences employées.

La circonstance « anormale » est celle qui est à considérer comme imprévisible.

La circonstance « étrangère au producteur » est celle qui est hors de son contrôle au sens large (catastrophe naturelle, acte de souveraineté, grève sans préavis...).

Par ailleurs, le producteur a une obligation de diligence et doit réagir incessamment lorsqu'il constate une anomalie.

La charge de la preuve de la force majeure appartient au producteur.

Dans tous les cas, la force majeure constitue une exception à la règle générale du respect rigoureux de la réglementation en vigueur et doit, à ce titre, être interprétée et appliquée de manière restrictive (cf. communication C(88) 1696 de la Commission relative à la force majeure en droit agricole européen).

En conséquence, ce n'est que sur la production par le demandeur d'éléments concrets et présentant un caractère tout à la fois irrésistible, imprévisible et insurmontable qu'il pourra être décidé de revenir sur la décision de reprise de la fraction des quantités de référence inutilisées.

##### **b/ la situation dûment justifiée affectant la capacité de production des producteurs reconnue comme telle par l'autorité compétente**

Il convient de considérer cette notion comme différente de la force majeure et recouvrant des cas où il paraît légitime et équitable de retirer la décision de reprise de la fraction des quantités inutilisées.

Il s'agit, par exemple, au titre de l'une ou l'autre des deux campagnes précédant la campagne en cours, de cas de conversion d'un producteur vers la production de lait biologique qui justifie qu'il n'ait pu utiliser immédiatement la totalité de sa quantité de référence laitière, de producteurs nouvellement installés qui n'ont pu produire immédiatement toute leur quantité de référence laitière ou de producteurs récemment cessionnaires de foncier supportant des quantités de référence laitières importantes.

## ***5/ Procédure d'examen du recours gracieux***

### **a/ instruction du recours**

Les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt assurent l'instruction de chacun des recours qui leur sont transmis par l'Onilait.

A cette occasion, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt peuvent demander aux producteurs tous les éléments qui leur paraissent de nature à justifier leur demande et peuvent rencontrer les producteurs ou visiter les exploitations.

Lorsque la totalité des éléments nécessaires sont rassemblés, l'avis de la commission départementale d'orientation de l'agriculture est demandé et une conclusion motivée de l'instruction est adressée au directeur de l'Onilait.

Cette proposition doit être adressée au directeur de l'Onilait par chaque préfet au plus tard dans les trente jours de la réception du recours. A cet égard, les directeurs départementaux de l'agriculture et de la forêt voudront bien se conformer aux instructions qui leur seront adressées par l'Onilait.

### **b/ décision**

La décision est prise par le directeur de l'Onilait dans les deux mois qui suivent la réception du recours.

Ces décisions sont notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception à chacun des producteurs et motivées en droit et en fait. Elles mentionnent les délais et voies de recours que le producteur peut exercer en cas de rejet de son recours.

En cas de décision implicite de rejet, le directeur de l'Onilait, à la demande de l'intéressé, formulée dans les délais du recours contentieux, fera connaître les motifs de cette décision implicite de rejet dans le mois suivant cette demande.

## ***6/ Modalités de rétablissement de la quantité retirée***

Dans l'hypothèse où le recours présenté par le producteur apparaîtrait fondé, il conduirait à modifier ou à annuler la décision de reprise de la fraction des quantités de référence inutilisées. En conséquence, il convient d'assurer le rétablissement de la quantité de référence du demandeur à hauteur de la décision prise.

Il convient d'informer le producteur concerné, dans la décision qui lui est notifiée, que sa quantité de référence est reconstituée avec effet au premier jour de la campagne au cours de laquelle la décision de retrait est intervenue.

L'Onilait procède au rétablissement effectif de la quantité de référence du producteur. Simultanément, l'Onilait procède à l'ajustement correspondant de la quantité de référence notifiée à l'acheteur ou au producteur en application des 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> de l'article 1<sup>er</sup> du décret avec effet au 1<sup>er</sup> avril de la campagne au cours de laquelle le retrait est intervenu.

La quantité reconstituée est, à hauteur de la quantité de référence historique qui avait été retirée, considérée comme une référence historique et ce, bien qu'elle ait transité par la réserve nationale mentionnée à l'article 5 du règlement (CEE) n° 3950/92 du 28 décembre 1992.

L'ensemble des opérations auxquelles il a été éventuellement procédé avant l'intervention de la décision sont recalculées compte tenu de la quantité ainsi reconstituée.

## **VIII. MODALITES D'ATTRIBUTION DES QUANTITES RETIREES**

### ***1/ Principe***

Les quantités en ventes directes ou en livraisons retirées en application de l'article 16 ter du décret sont affectées à la réserve nationale et redistribuées dans les conditions prévues par les arrêtés annuels de répartition des quantités de référence prélevées au titre de la campagne.

Ces quantités peuvent, sous réserve de la constitution d'une provision (cf. 2/ ci après), être redistribuées immédiatement.

### ***2/ Constitution d'une provision***

Afin de faire face au risque de devoir reconstituer une partie des quantités de référence des producteurs, l'Onilait constituera une provision de quantités de référence retirées.

Cette provision devra représenter 20% des quantités de référence prélevées.

## **IX. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR DU DISPOSITIF**

Le présent dispositif entre en vigueur, conformément aux articles 5 du règlement (CEE) n° 3950/92 du 28 décembre 1992 modifié et 16 ter du décret du 11 février 1991, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2000.

**Ainsi, le prélèvement des quantités de référence en ventes directes ou en livraisons auquel il est procédé avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2000 est déterminé compte tenu des niveaux des sous-réalisations des campagnes 1998/1999 et 1999/2000, dans les conditions décrites supra.**

\*\*\*\*\*

\*\*\*

Vous voudrez bien me tenir informé, sous le présent timbre, des éventuelles difficultés d'application de la présente circulaire.

Le Directeur des Politiques  
Economique et Internationale

Remi TOUSSAIN